



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

CONTRIBUER À ÉLIMINER LA FAIM ET LA MALNUTRITION



Après des décennies d'avancées constantes dans la lutte mondiale contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, nous assistons aujourd'hui à un renversement des progrès réalisés. En effet, ces deux dernières années, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté pour atteindre 821 millions, ce qui nous ramène aux chiffres d'il y a dix ans. Le changement climatique, l'augmentation du nombre et de la complexité des conflits dans les pays d'Afrique et du Proche-Orient ainsi que le ralentissement économique sont les principales raisons qui expliquent cette situation.

Par ailleurs, d'autres formes de malnutrition connaissent également une hausse: le surpoids et l'obésité touchent presque quatre adultes sur dix, ce qui entraîne une hausse importante des maladies non transmissibles (MNT) liées au régime alimentaire à la fois dans les pays développés et dans ceux en développement. Dans le même temps, 1,5 milliard de personnes sont touchées par une ou plusieurs formes de carences en micronutriments.

ACCOMPLISSEMENTS

Concrétisation des engagements politiques

Dans le monde d'aujourd'hui, l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition passe non seulement par la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de la résilience des personnes les plus vulnérables, mais aussi par des systèmes alimentaires efficaces en mesure de fournir une nourriture suffisante et nutritive pour tous. Toutefois, pour y arriver, un engagement politique fort au niveau mondial, régional et surtout national est nécessaire.

Le Programme Stratégique 1 (PS1) de la FAO vise à traduire cet engagement politique en impact réel, à faire en sorte que les actions politiques menées à tous les niveaux soient orientées vers la réalisation de l'Objectif de développement durable 2 d'éradication de la faim, de sécurité alimentaire et

d'amélioration de la nutrition, tout en favorisant une agriculture durable.

Le PS1 travaille avec les gouvernements afin d'identifier leurs priorités et leurs besoins pour pouvoir leur fournir des données probantes ainsi que les analyses nécessaires à la prise de décisions. En s'appuyant sur l'expertise et les expériences de la FAO cumulées grâce à son réseau d'États membres, le Programme est en mesure de soutenir les décideurs pour transformer les cadres juridiques, politiques et institutionnels tout en les rendant plus propices à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Grâce au soutien du Programme, entre 2014 et 2018, 35 pays ont annoncé leur intention de réaliser l'ODD 2 en introduisant des projets de loi destinés à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Parmi ces derniers, plusieurs comme le Costa Rica, Cabo Verde, la République dominicaine, El Salvador, le Népal, le Malawi, le Mozambique et le Paraguay ont inscrit le droit à l'alimentation

dans leur constitution. Dans de nombreuses parties du monde, à la fois au niveau national et régional, des fronts et des alliances parlementaires politiquement neutres de lutte contre la faim ont contribué à l'adoption de lois précisément destinées à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition en soutenant la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes d'agriculture familiale, d'approvisionnement alimentaire institutionnel ou d'alimentation scolaire.

Travailler ensemble à la réalisation de l'objectif "Faim Zéro"

Afin de répondre efficacement aux causes complexes et à la nature intersectorielle de la faim et de la malnutrition, de vastes partenariats multidisciplinaires sont nécessaires. Pour cela, le PS1 a établi des partenariats stratégiques avec des entités régionales et des commissions économiques de différentes régions du monde.

En Amérique latine, ainsi que dans la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), le PS1 soutient l'Initiative «Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim» via la formulation du Plan de sécurité en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la CELAC. En Afrique, un partenariat avec la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (CEDEAO) a permis l'élaboration d'une stratégie régionale sur les pêches et l'aquaculture dans les pays d'Afrique de l'Ouest, alors que la poursuite du partenariat avec l'Union africaine permet de veiller à ce que les aspects nutritionnels restent au cœur des plans nationaux d'investissement agricole.

En Europe, l'UE et la FAO se sont associés via le Mécanisme FIRST

d'aide aux politiques à renforcer l'environnement politique et la prestation au niveau national. Le Programme fait office d'intermédiaire entre ceux qui poursuivent le changement (gouvernements), ceux qui sont prêts à soutenir ces efforts avec des investissements (à savoir dans ce cas, l'Union européenne) et ceux qui peuvent apporter leur expertise et leur assistance technique (FAO).

Les services d'aide aux politiques fournis par le mécanisme FIRST créent un environnement favorable aux investissements axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour produire un impact réel. Au Timor-Leste, ce mécanisme a contribué au renforcement du conseil participatif et multisectoriel qui régit tous les domaines liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. En Birmanie, il a donné au gouvernement la possibilité d'établir le lien entre le régime foncier et une agriculture sensible à la nutrition. Plusieurs changements d'ordre juridique permettent et soutiennent à présent la diversification des cultures, et encouragent les agriculteurs et les autres à investir dans différentes activités; que ce soit dans les fruits et légumes ou encore l'aquaculture.

Lier les politiques aux investissements

Le PS1 apporte également son soutien pour lier les politiques et les programmes aux investissements et surveiller l'allocation budgétaire afin de mettre davantage l'accent sur la réalisation de l'ODD 2. Des pays comme le Niger ont élaboré des plans d'investissement agricole révisés et alignés sur la budgétisation des différents ministères impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition, tandis que d'autres, comme le Honduras, ont mis en place des mécanismes pour faire en sorte que le panier multidonateurs Dry Corridor Alliance soit orienté vers la lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Outre cela, plus de 15 pays (du Burkina Faso au Bangladesh, et de la Côte d'Ivoire au Kirghizistan) ont



BOMBAY

Échantillons de légumineuses dans un marché du Nouveau Bombay.
©FAO/Atul Loke

reçu une aide afin d'élaborer des plans d'investissement pour leurs stratégies sectorielles en intégrant les questions de l'extrême pauvreté, de la protection sociale et de la nutrition.

Éclairer les politiques locales avec des normes et principes internationaux

Les fronts et alliances parlementaires de lutte contre la faim et les initiatives législatives similaires sont essentiels pour encourager les progrès vers la reconnaissance mondiale du droit à l'alimentation et à la nutrition et

renforcer les cadres juridiques et politiques garantissant la réalisation de ce droit au niveau mondial, régional et national. Le PS1 accompagne les pays dans l'adoption de cadres normatifs mondiaux permettant de formuler des politiques et des programmes nationaux par le biais de Fronts parlementaires contre la faim. En 2018, le premier Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition s'est tenu à Madrid. Il a réuni près de 200 parlementaires de 80 pays dans le but de relever les défis communs liés à la lutte contre la faim et la malnutrition.

DÉFIS

- Compte tenu des priorités et crises qui émergent à l'échelle mondiale, de l'obésité à la hausse des maladies non transmissibles, du changement climatique à la migration et des conflits aux catastrophes naturelles, les dirigeants mondiaux et les décideurs nationaux doivent rester fermes dans leurs efforts pour parvenir à l'ODD 2 afin d'éviter tout recul supplémentaire sur les progrès réalisés ces dernières décennies.
- Le PS1 veillera à ce que l'éradication de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes grâce à des systèmes agricoles et alimentaires durables reste un objectif central pour les pays désireux de réaliser le Programme 2030, tout en incitant à de nouveaux partenariats, notamment avec le secteur privé, afin de promouvoir des investissements plus importants dans les secteurs liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. De plus, le Programme continuera d'aider les gouvernements à renforcer les milieux politiques afin que les interventions aient des répercussions, et tentera de faire en sorte que tous les acteurs impliqués dans le système alimentaire - des agriculteurs aux consommateurs - participent au dialogue national, régional et mondial portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Cela permettra de faire en sorte que les problèmes de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, y compris les problèmes de carences en micronutriments, d'obésité ainsi que de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire, fassent l'objet d'un débat et d'un traitement complets.

Travaillons pour #FaimZéro

Contact

SPL1@fao.org

Pour plus d'informations

www.fao.org/food-security-and-nutrition-for-all/fr/
www.fao.org/europeanunion/eu-projects/first/fr/